

vue de l'amélioration des prairies, s'appuyant pour cela sur des expériences pratiques exécutées sur sa propre ferme, provoquant par ce fait même l'émulation de tous les agriculteurs intéressés à favoriser l'industrie laitière. L'industrie de la betterave à sucre a également reçu son précieux concours.

M. Casavant s'intéressait vivement au succès de nos écoles d'agriculture dont il a été longtemps visiteur officiel. Il visitait avec intérêt et le plus grand soin les différents départements des fermes; ses observations étaient généralement faites au point de vue économique, les appuyant toujours par des exemples pratiques. Le mode d'examen qu'il faisait subir aux élèves, dénotait de sa part de grandes connaissances agricoles, tant au point de vue de l'agriculture théorique que pratique. L'agriculture perd en M. Casavant un de ses plus habiles praticiens, et la classe agricole un de ses meilleurs aviseurs et représentant de nos différentes institutions agricoles.

*Le grand ennemi.* — Les ennemis ne manquent pas à l'homme des champs. Outre les épreuves qui affligent la généralité des membres de l'humanité souffrante, il a contre lui l'intempérie des saisons, la baisse des prix causée par la concurrence, la mouche à patate et autres insectes nuisibles; mais sa principale pierre d'achoppement se trouve dans l'abus du crédit: *Les dettes voilà l'ennemi par excellence.*

Notre confrère du *Canadien* publie un relevé des familles qui ont quitté certaines paroisses du bas-St-Laurent et il constate que la plupart de leurs fermes sont grevées d'hypothèques pour des montants considérables. C'est un peu la même chose partout.

Le fait est que neuf fois sur dix, le cultivateur qui souscrit une obligation signe en même temps sa décadence et se place par là même sur le chemin de l'exil; car malheureusement les dettes sont, dans le plus grand nombre de cas, contractées pour autres choses que des améliorations utiles. C'est là le mal.

Règle générale, le cultivateur a recours au crédit d'une manière trop inconsidérée et sans assez calculer les conséquences de son acte.

Nous en connaissons plus d'un qui est tombé victime de son ambition mal calculée et qui s'est plongé dans des embarras sans issue, pour avoir voulu aller trop vite.

Il règne de par le monde, et notre pays est loin d'en être exempt, une maladie universelle, une fièvre qui semble ôter à ceux qu'elle atteint, toute idée de

prudence et de raisonnement: c'est la fièvre de la spéculation, c'est le désir de faire fortune rapide. Celui qui est atteint de cette maladie perd toute patience. Il n'a plus foi dans l'épargne, dans un modeste pécule amassé petit à petit, comme nos ancêtres savaient en amasser. Tout cela était bon pour un autre âge; ce qu'il faut aujourd'hui, c'est aller vite.

Se contenter de ce qu'on possède, c'est trop limité et trop peu progressif: il faut disposer de l'avenir, il faut convertir en argent une partie de ce qu'on espère réaliser. Et l'emprunt se fait. Et les déceptions viennent. Et les terres s'abandonnent.

Tel qui comptait améliorer son sort en ayant recours à l'emprunt, s'est vu en peu d'années obéré par les intérêts et réduit à manger le pain du servage, après avoir été son propre maître.

La facilité des emprunts est le grand fléau qui décime nos campagnes.

Les prêts hypothécaires étaient gênants, entourés de formalités coûteuses; on prend maintenant un moyen plus expéditif: on a recours aux banques. C'est là que l'abus est terrible.

Non-seulement on s'endette jusqu'aux limites de son propre crédit, mais on compromet son voisin, son ami au moyen d'endossements. Nous connaissons certaines localités où le quart des propriétaires sont ainsi enchaînés par des endossements réciproques qui ne pourront finir autrement que par faire des ruines.

Certains banquiers sont, à ce sujet, d'une conduite regrettable. Les banques n'ont jamais été créées ou autorisées pour prêter à la classe agricole, pour avancer des fonds sur des valeurs remboursables à longs termes ou qui continuent à être renouvelées des années durant. Tel n'est pas le but assigné à ces institutions financières, qui sont destinées spécialement à venir en aide au commerce et à faciliter les échanges au moyen d'avances purement temporaires.

Tout ce qui tend à faciliter le cultivateur qui veut s'endetter est un détriment pour le pays et l'abus du crédit est la principale cause du dépeuplement de nos campagnes.

*Les dettes, voilà l'ennemi!*

*Le développement du Canada.* — Le 1er juillet 1892, était le vingt-cinquième anniversaire de l'établissement de la Confédération canadienne.

Depuis le 1er juillet 1867, le pays a fait assurément des progrès remarquables.